

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MARS 1921.

Projet de loi

portant approbation de la Convention conclue le 4 octobre 1920 entre la Belgique et l'Autriche, relative aux modalités d'application de la section III de la partie X (Clauses Économiques) du Traité signé à Saint-Germain, le 10 septembre 1919.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'article 248 du Traité de Saint-Germain consacre, pour le règlement des dettes d'avant-guerre entre ressortissants belges et autrichiens, des dispositions presque identiques à celles prévues par l'article 296 du Traité de Versailles pour le règlement des dettes de cette nature entre ressortissants belges et allemands. La même faculté est donnée aux Gouvernements alliés de choisir entre le système des recouvrements directs, qui laisse aux intéressés le soin de poursuivre le paiement de leurs créances par les voies ordinaires, et le système de la compensation qui fait aux créanciers et débiteurs une obligation de régler leurs dettes par l'intermédiaire des Offices de Vérification et de Compensation.

Dès la mise en vigueur du Traité de Versailles, la Belgique a opté, en ce qui concerne l'Allemagne, pour le système de la Compensation. Quelques mois plus tard, lors de la mise en vigueur du Traité de Saint-Germain, elle a notifié également au Gouvernement autrichien son adhésion au système des Offices, pour le règlement des dettes belgo-autrichiennes d'avant-guerre.

Mais si, dans le cas de l'Allemagne, le système de compensation a pu être mis en œuvre en respectant à la lettre les stipulations de l'article 296 du Traité de Versailles, il a fallu aviser, en ce qui concerne l'Autriche, à des modalités pratiques qui permissent de tirer de l'article 248 le meilleur parti possible. L'on concevra facilement cette différence, si l'on considère que la situation de fait de l'Allemagne et de l'Autriche sont, à plus d'un point de vue, très loin d'être semblables.

En effet :

1° Alors que l'Allemagne, malgré quelques réductions territoriales, a conservé son unité ancienne, et la presque intégralité de sa capacité financière, l'Autriche du Traité de Saint-Germain, considérablement diminuée au point de vue territorial

par suite du démembrement de l'ancienne monarchie dualiste, assume une responsabilité qui est apparue en disproportion avec ses forces financières actuelles ;

2° D'autre part, les biens autrichiens en Belgique, gage des créances belges aux termes du paragraphe 4 de l'Annexe à l'article 249 du Traité de Saint-Germain, si l'on en retranche les biens hongrois et ceux appartenant à des ressortissants des États nouvellement créés ou des États qui ont acquis une partie des territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie, constituent un actif fort réduit relativement à la créance importante des ressortissants belges sur les ressortissants autrichiens ;

3° Enfin, la dépréciation de la couronne est infiniment plus grande que celle du mark. Une application pure et simple des clauses du Traité relatives aux dettes d'avant-guerre, eut inévitablement entraîné la faillite, soit des débiteurs autrichiens, soit de l'État autrichien, éventualité qu'il était de l'intérêt de la Belgique et des créanciers belges, de voir écarter.

Il s'agissait donc, tout en maintenant intactes les dispositions du Traité de Saint-Germain, et les avantages que ce Traité confère à nos ressortissants, d'établir des modalités d'application qui tinsent compte de la situation particulièrement précaire dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Autriche.

Au début du mois d'octobre 1920, le Ministre des Finances d'Autriche, M. Reisch, et des fonctionnaires du Ministère des Affaires Économiques de Belgique, eurent, à Bruxelles, des pourparlers en vue de fixer les modalités en question. On prit comme base de la discussion, le projet de convention qui avait été élaboré entre le Gouvernement français et le Gouvernement autrichien relativement au même objet et qui avait été signé à Paris le 3 août 1920. Ce projet avait préalablement été soumis à l'avis de hautes personnalités bancaires belges, et n'avait soulevé aucune objection de leur part.

Les pourparlers de Bruxelles aboutirent, le 4 octobre 1920, à la signature de la Convention que nous vous demandons, aujourd'hui, de vouloir bien ratifier.

Cette Convention n'apporte pas, à proprement parler, de modifications aux dispositions du Traité de Saint-Germain. Elle se borne, plutôt, à déterminer une modalité d'application spéciale de ces dispositions, en ce qui concerne la liquidation des biens autrichiens et la procédure de compensation.

En ce qui touche cette dernière procédure, la Convention apporte d'importants tempéraments, justifiés par les faits, à la rigueur du régime tel qu'il est organisé par l'article 248 du Traité.

Le système de la Convention présente une souplesse que n'a pas celui du Traité.

La Convention prévoit, en effet, pour le règlement des dettes d'avant-guerre, deux phases distinctes de procédure. La première, visée par les articles 2 à 5, s'étend jusqu'au 1^{er} mai 1921 et concerne l'établissement d'accords amiables directs entre créanciers et débiteurs. Ces accords peuvent se faire librement, dans le cas où aucun actif autrichien en Belgique n'est mis en jeu ; dans le cas contraire, ils sont soumis à la ratification de l'Office Belge de Vérification et de Compensation.

Si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord directement, l'Office est saisi du différend et tente de concilier les parties (art. 5). En cas d'échec de la conciliation par la faute du débiteur autrichien, l'affaire est soumise au Tribunal arbitral mixte.

Il est plus que probable que la grande majorité des affaires pourront être réglées à l'amiable par la procédure directe. Le Gouvernement autrichien qui, dans le cas où les accords amiables n'interviendraient pas, encourt la lourde responsabilité solidaire prévue par la Convention (art. 6), ne manquera pas, nous en avons la conviction, de faciliter, dans la plus large mesure possible, en usant de son influence sur ses ressortissants ou en les aidant financièrement, la conclusion de ces accords.

De cette façon, l'intervention de l'Office Belge de Vérification et de Compensation, telle qu'elle est définie dans les articles 6, 7, 8 et 9 de la Convention, se trouverait limitée au strict nécessaire.

Dans les cas d'intervention des Offices, il a fallu accorder aux débiteurs autrichiens des délais assez longs pour se libérer de leurs dettes, que les circonstances, et en tout premier lieu, le taux extrêmement bas de la couronne rendent particulièrement lourdes. Tout créancier conciliant eût indubitablement consenti ces délais; la Convention les impose comme règle générale.

Mais la Convention que nous soumettons à votre approbation, tout en consentant des délais aux débiteurs, maintient intégralement à leur charge le montant, en principal, des créances belges, tel qu'il résulte des stipulations du Traité de Saint-Germain. Il n'a pas été dérogé au littéra *d* de l'article 248 relatif à la valorisation de la couronne au cours d'avant-guerre. Toutefois, la Convention, dans les articles 7 (litt. *c*) et 8 (litt. *a* et *b*) a dû déroger en ce qui touche les intérêts, au paragraphe 22 de l'Annexe à l'article 248 dont l'application stricte eut sérieusement compliqué la libération des débiteurs dont les dettes sont exprimées en couronnes.

Il convient, en outre, de souligner que cette Convention stipule au profit de nos ressortissants créanciers, une importante garantie. Alors que, d'après le système de compensation tel qu'il est prévu par le Traité de Saint-Germain, la responsabilité de l'Etat autrichien est seule mise en jeu, la Convention y ajoute la responsabilité solidaire du débiteur autrichien.

Enfin, la Convention maintient le droit de liquider les biens autrichiens, sauf en ce qui concerne les mobiliers et modestes fonds de commerce (art. 12). Mais la liquidation prévue par la Convention laisse à chaque propriétaire autrichien le droit de proposer l'affectation de son avoir en Belgique au règlement de créances belges déterminées. Cette liquidation devient, en quelque sorte, amiable et raisonnée et répond ainsi parfaitement au but que se propose la Convention.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'économie générale de la Convention que nous vous soumettons. Les créanciers belges de ressortissants autrichiens sont impatients de voir adopter les mesures qui leur permettront enfin de faire valoir leurs droits, dans ces conditions le caractère urgent du projet de loi actuel n'échappera point à la législature. Le Gouvernement attacherait du prix à ce que la ratification de la Convention pût intervenir le plus tôt possible.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Économiques,

A. VAN DE VYVERE.

CONVENTION

conclue à Bruxelles le 4 octobre 1920 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement autrichien, concernant les modalités d'application de la Section III (Dettes) de la partie X, du Traité de Saint-Germain-en-Laye.

Le Gouvernement belge, conformément au paragraphe c) de l'article 248 du Traité de Saint-Germain, du 10 septembre 1919, notifie au Gouvernement de la République d'Autriche que les prescriptions de l'article 248 et de son annexe, seront applicables entre la Belgique et ses Colonies, d'une part, et l'Autriche, d'autre part.

Il est toutefois spécifié que l'application de l'article 248 et de son annexe sera faite dans les conditions, et suivant les modalités fixées par la Convention signée à cet effet le 4 octobre 1920.

Au cas où les ratifications de la dite Convention n'auraient pas été échangées à la date du 13 février 1921, ou au cas où un accord spécial n'aurait pas étendu le délai imparti pour cet échange de ratifications, le Gouvernement belge sera considéré comme ayant renoncé à réclamer du Gouvernement autrichien, l'application de la Section III et de l'annexe jointe de la partie X du Traité du 10 septembre 1919.

CONVENTION.

Le Gouvernement belge ayant décidé d'appliquer, en ce qui le concerne, la Section III et l'annexe jointe de la partie X (clauses économiques) du Traité du 10 septembre 1919, et le Gouvernement autrichien ayant pris acte de cette résolution, ces deux Gouvernements ont convenu des dispositions suivantes en ce qui concerne le règlement des dettes autrichiennes envers des ressortissants belges, visées par l'article 248 du Traité de Saint-Germain. Ces dispositions seront également applicables aux avoirs en numéraires qui sont définis au § II de l'Annexe à la Section IV, Partie X du Traité de Saint-Germain-en-Laye, et qui doivent être valorisés au cours du change d'avant-guerre, par l'entremise des Offices de Compensation, conformément au littéra h) 1° de l'article 249 du dit Traité.

ARTICLE PREMIER.

Les Offices belge et autrichien de Vérification et de Compensation seront constitués dès la signature de la présente Convention, mais ils ne commenceront leurs opérations de recouvrement, en ce qui concerne les débiteurs autrichiens, que le 1^{er} juillet 1921.

ARTICLE 2.

Désireux, toutefois, de voir, dès la signature de la présente Convention, des arrangements amiables entre leurs ressortissants, faciliter par leur nombre et leur importance les règlements des dettes et avoirs visés par la présente Convention, les Gouvernements des Hautes Parties contractantes prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes dispositions d'ordre interne pour obliger leurs ressortissants à formuler, *avant le 1^{er} mai 1921*, tant isolément qu'en groupes volontairement constitués, toute proposition convenable d'accord amiable.

Ces tractations auront lieu directement entre créanciers belges et débiteurs autrichiens, et sans l'intermédiaire des Offices.

Les Offices pourront, d'un commun accord, prolonger le délai fixé ci-dessus pour le règlement de certaines affaires ou catégories d'affaires comportant des difficultés spéciales, et, notamment, en faveur de sociétés autrichiennes ayant émis des titres sur les marchés financiers en dehors des limites de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise.

ARTICLE 3.

1° Au fur et à mesure de l'établissement d'accords amiables, notification en sera faite conjointement par les créanciers et débiteurs, par lettre recommandée, aux fins d'enregistrement, à l'Office Belge, et ce au plus tard le 30 avril 1921. L'Office Belge communiquera aussitôt ces projets d'accord à l'Office autrichien ;

2° Ne pourront être définitivement conclus sans l'agrément de l'Office Belge les accords amiables prévoyant l'affectation au règlement d'une créance, d'un élément d'actif autrichien séquestré en Belgique ; cet agrément, ou le refus motivé d'agrément, sera donné dans le délai de six semaines, par l'Office Belge, aux parties intéressées. Le dit délai de six semaines devra être compté à partir du jour où les parties intéressées auront, par lettre recommandée, notifié l'arrangement à l'Office Belge. Il pourra être prolongé, d'accord entre les Offices.

ARTICLE 4.

Dès que les créanciers et débiteurs auront constaté l'impossibilité de se mettre d'accord par un arrangement amiable, ils le notifieront à leurs Offices, en communiquant le texte rejeté par l'autre partie ou celui qu'ils auront eux-même rejeté, en y joignant l'explication de leur refus d'acceptation.

ARTICLE 5.

Les Offices examineront, au fur et à mesure, les projets d'accord sur lesquels l'entente n'aura pu s'établir entre Belges et Autrichiens.

Si les Offices considèrent que la résistance du débiteur autrichien ou du créancier belge est injustifiée, ils agiront de leur mieux sur leur ressortissant, en vue de l'acceptation de l'accord. Si le ressortissant autrichien s'y refuse, la proposition d'accord acceptée par deux offices pourra être présentée au Tribunal Arbitral Mixte qui pourra, lui-même, ou rendre l'accord obligatoire pour les parties, ou décider

que la dette sera réglée par l'intermédiaire des Offices de Vérification et de Compensation.

ARTICLE 6.

Les créances de ressortissants belges vis-à-vis de débiteurs autrichiens qui n'auront pas, dans le délai prévu à l'article 3 fait l'objet, soit d'une notification d'accord amiable à l'Office belge, soit de l'acceptation d'un accord dû à l'intervention des deux Offices, soit de l'introduction d'instance visée à l'article précédent, ainsi que les créances ayant fait l'objet de projets d'accord non agréés, seront réglés par les Offices de Vérification et de Compensation conformément aux principes suivants :

1^o Afin de renforcer, en faveur des créanciers belges, les garanties prévues par le Traité de Paix, le Gouvernement autrichien accepte que soit établie la responsabilité solidaire de l'État autrichien, et de chacun des ressortissants autrichiens, débiteurs de créanciers belges — sans solidarité personnelle entre débiteurs — pour ce qui concerne les dettes, en capital et intérêts, contractées, tant en monnaie autre qu'en couronnes autrichiennes, que pour le montant nominal, capital et intérêts, des dettes contractées en couronnes. Cette responsabilité solidaire est limitée, toutefois, pour chaque débiteur, à l'excédent du total de ses dettes, sur le total de son actif en Belgique. Le Gouvernement belge accepte, d'autre part, que le Gouvernement autrichien assume seul, vis-à-vis de l'Office Belge de Vérification et de Compensation, la responsabilité pleine et illimitée de la différence entre le capital dû en couronnes, et le capital en francs résultant de l'application de l'article 248, § d) du Traité de Saint-Germain;

2^o Afin de permettre au Gouvernement autrichien, ainsi qu'aux débiteurs autrichiens, de se libérer de cette dette, il leur sera accordé des délais dans les conditions et avec les modalités prévues aux articles ci-après.

ARTICLE 7.

Sous réserve des dispositions des paragraphes ci-dessous, les dettes libellées primitivement en or, en argent ou en toute autre monnaie qu'en couronnes autrichiennes, quelle que soit leur nature, seront réglées par l'Office autrichien à l'Office belge, dans les conditions prévues par le § d de l'article 248 du Traité de Saint-Germain. Ce règlement aura lieu en cinq annuités égales, dont la première sera payée deux mois après l'expiration du délai prévu à l'article premier de la présente Convention. Toutefois, afin de faire profiter les créanciers belges d'une amélioration éventuelle du change autrichien, il est entendu que le montant en couronnes, contrevaletur des paiements en francs à effectuer par l'Office autrichien devra, quel que soit le cours du change pratiqué au jour du paiement, être égal au moins à dix fois le montant en francs de l'annuité due, sans pouvoir jamais être inférieur au montant nécessaire à l'Office autrichien, pour acheter un nombre de francs suffisant pour payer à l'Office belge les annuités ci-dessus prévues. Tout excédent en francs qui pourrait en résulter, au-delà de l'annuité due, servira à diminuer d'autant les annuités exigibles, en commençant par les dernières.

a) Les dettes des industriels et commerçants, sauf celles visées aux §§ b et f ci-après, seront réglées par l'Office autrichien à l'Office belge, soit en cinq annuités égales, mais sans constitution de sûreté, soit en dix annuités égales, dans lequel cas l'Office autrichien devra fournir tel montant de sûreté que l'Office belge jugerait nécessaire.

b) Quant aux dettes provenant de garanties constituées en faveur d'un débiteur ayant domicile, du fait du démembrement de l'Ancienne Monarchie, dans un des États auxquels un territoire de l'Ancienne Monarchie austro-hongroise a été transféré, ou dans un des États nés du démembrement de cette Monarchie, le Gouvernement belge, en vue de faciliter le recouvrement de ces dettes, déclare consentir à ce que les créances connexes de ressortissants autrichiens puissent être cédées à l'Office créancier belge à titre de sûreté. Dans ce cas, l'Office créancier belge sera tenu de poursuivre, par tous les moyens judiciaires et extra-judiciaires, le recouvrement des créances cédées. Les rentrées obtenues sur ces créances seront portées au crédit de l'Office autrichien.

c) Il sera tenu compte, pour toutes les dettes susmentionnées, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er} du § 22 de l'annexe à la section III de la partie X (Clauses Économiques) du Traité du 10 septembre 1919, en ce qui concerne la période antérieure à la signature de la présente Convention, d'un intérêt annuel de 3 p. c. capitalisable à la fin de chaque année et payable, sans frais accessoires, dans la monnaie du principal de la dette.

En ce qui concerne la période postérieure à la date de la signature de la présente Convention, l'intérêt annuel sera de 5 p. c., sans frais accessoires, jusqu'au jour du remboursement.

d) En tant que les sûretés à fournir à l'Office Belge de Compensation, en conformité du § a) du présent article, consisteront en titres, valeurs ou objets mobiliers, ceux-ci seront, sauf accord contraire, déposés en Autriche sous contrat de nantissement, chez un dépositaire choisi d'accord entre les deux Offices. Tous les droits afférents à la propriété des valeurs mobilières resteront acquis aux propriétaires des dites valeurs, sans que, toutefois, il puisse être porté préjudice au droit de l'Office Belge de Compensation, de récupérer, sur ces valeurs, le montant des sommes exigibles et demeurées impayées.

e) Le gage affecté à une dette doit être restitué aussitôt que cette dette est entièrement payée. Lors du remboursement partiel d'une dette, le gage qui la nantit doit être libéré pour une partie proportionnelle. De même, il est toujours permis de substituer, sous réserve d'accord préalable entre les Offices, à un gage, un autre gage équivalent.

f) Le règlement des dettes de ressortissements autrichiens envers des ressortissants belges, provenant de crédits d'acceptation ou de garanties ouvertes par ceux-ci pour l'importation, en provenance de pays situés en dehors du Continent, de matières premières et de marchandises, fera l'objet d'un règlement ultérieur entre les Hautes Parties contractantes qui, conçu dans l'esprit de la présente Convention et, notamment du § b) du présent article, tiendra compte des difficultés dans lesquelles se trouve cette catégorie de débiteurs autrichiens.

ARTICLE 8.

Le règlement à l'Office Belge par l'Office Autrichien, des dettes libellées en couronnes et visées par l'article 248 du Traité du 10 septembre 1919, s'effectuera de la façon suivante :

a) Le montant nominal des dettes en couronnes, plus l'intérêt calculé sur ce montant, comme il est prévu au § c) de l'article 7, sera versé dans les quatre semaines qui suivront l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, et ce, en francs belges calculés au taux moyen du franc belge et de la couronne autrichienne cotés à la Bourse de Genève durant les deux mois qui auront précédé le jour du paiement.

b) Le Gouvernement autrichien prend à sa charge exclusive le paiement de la différence entre le montant remboursé comme ci-dessus, et le montant dû en vertu de la valorisation prévue à l'article 248 § d du Traité du 10 septembre 1919; il reste entendu que cet engagement ne porte aucun préjudice aux droits de recouvrement que le Gouvernement autrichien se réserve vis-à-vis de ses ressortissants. Le versement de la dite différence s'effectuera sans intérêt, en francs belges, en vingt-cinq versements annuels égaux, dont le premier sera dû au commencement de la sixième année après la signature de la présente Convention. Afin de faire profiter l'Office belge d'une amélioration éventuelle du change autrichien, il est entendu que le montant en couronnes à affecter à ces annuités devra, indépendamment du cours du change pratiqué au jour du paiement, être égal au moins au décuple du montant, en francs, de l'annuité échue. L'excédent en francs, au delà de l'annuité échue, pouvant résulter de l'application de cette disposition, servira à diminuer successivement les annuités à échoir, en commençant par la dernière.

Afin de permettre la mobilisation de cette catégorie de créances, le Gouvernement autrichien se déclare prêt à entrer en négociations avec le Gouvernement belge, en vue de la consolidation des versements à faire à l'Office belge, moyennant la création d'un titre négociable.

Dans le cas où le Gouvernement autrichien exercerait un recours contre l'un de ses ressortissants débiteur pour la différence en couronnes résultant de la valorisation prévue à l'article 248 § d du Traité de Saint-Germain, différence dont le Gouvernement autrichien a assumé la charge, et si le débiteur a, par ailleurs, conclu un accord amiable avec son créancier belge, le Gouvernement autrichien devra en aviser immédiatement l'Office belge.

Dans ce cas, les créanciers belges ayant conclu des accords amiables, auront le droit de demander à l'Office Belge que ces accords soient considérés comme nuls et de nul effet. Il sera donné suite à cette demande par un accord entre les deux Offices, si le recours du Gouvernement autrichien compromet l'exécution de l'accord amiable conclu entre les parties intéressées. Dans le cas où la demande du créancier est accueillie, le solde lui restant dû sur sa créance sera compris dans les recouvrements à effectuer par l'Office Belge de Vérification et de Compensation, et dans les répartitions à effectuer par ce même Office.

ARTICLE 9.

Toutes les fois que l'Office Autrichien aura notifié à l'Office Belge, qu'un débiteur

autrichien manque à l'obligation de verser une annuité lui incombant du chef de l'article 7 de la présente Convention, l'Office Belge aura le droit de poursuivre directement le débiteur autrichien, dans les conditions prévues par le § 16 de l'annexe à la Section III de la Partie X (Clauses Économiques) du Traité du 10 septembre 1919.

Les sommes encaissées ainsi, après poursuite directe, seront portées au crédit de l'Office Autrichien.

ARTICLE 10.

L'ensemble des biens, droits et intérêts en Belgique des ressortissants autrichiens, y compris leurs avoirs en banques, et à l'exclusion de leurs autres créances sur des ressortissants belges, servira, dans les conditions prévues par l'article 11, sauf les exceptions stipulées à l'article 12, au règlement du passif autrichien au profit des ressortissants belges et résultant de l'application des Sections III et IV de la Partie X (Clauses Économiques) du Traité de Saint-Germain.

En ce qui concerne un solde éventuel de l'actif autrichien, le Gouvernement Belge renonce à l'exercice du droit que lui confère l'article 249 § b) du Traité du 10 septembre 1919.

ARTICLE 11.

a) Le débiteur autrichien pourra, jusqu'à due concurrence, employer la totalité de ses éléments d'actif en Belgique, y compris ses créances à l'égard des ressortissants belges, à acquitter, sous le contrôle de l'Office Belge, ses dettes visées par l'article 248 du Traité du 10 septembre 1919, envers les ressortissants belges.

b) Sous réserve du règlement préalable de leur propre passif les propriétaires autrichiens d'éléments d'actif en Belgique pourront, avec l'autorisation de l'Office Belge, les affecter, jusqu'à concurrence d'une proportion de 70 p. c. de leur valeur, en vue de permettre des règlements amiables de créances belges nées avant et pendant la guerre sur d'autres ressortissants autrichiens. La valeur des dits avoirs sera fixée dans les conditions prévues ou à prévoir par la législation belge sur les biens ennemis séquestrés en Belgique.

c, Les dispositions des paragraphes a) et b) du présent article s'appliquent à la Banque d'Autriche-Hongrie ;

d) Les éléments d'actif, y compris les avoirs en banque, qui n'auraient pas trouvé leur emploi par application des dispositions des trois paragraphes précédents, les montants provenant de la retenue de 30 p. c. prévue au paragraphe b), ainsi que les dettes des ressortissants belges à l'égard des ressortissants autrichiens, excepté les avoirs en banque, seront pris en charge par l'Office Belge, qui en portera la contrevaletur au crédit de l'Office Autrichien.

L'Office Belge pourra constituer un fonds destiné à régler par préférence tout ou partie des créances belges n'excédant pas 5,000 francs chacune, ou de créances de Belges justifiant devant leur Office de ce que leur existence économique est compromise par l'application d'une des dispositions de la présente Convention ;

e) Les ressortissants autrichiens qui disposent en Belgique d'éléments d'actif, seront à partir de la signature de la présente Convention, autorisés à les faire

réaliser avec l'agrément préalable et sous le contrôle de l'Office Belge. Ces éléments d'actif seront réalisés conformément aux dispositions de la législation belge. Le produit des réalisations sera soumis aux mêmes restrictions qui sont ou qui seront en vigueur à l'égard des éléments d'actif eux-mêmes ;

f) Les ressortissants autrichiens seront autorisés, en vertu d'un accord à établir avec l'Office Belge, à substituer des équivalents à leurs biens, droits et intérêts en Belgique.

En cas de réalisation par la voie d'enchères publiques ou de toute autre manière, de biens, droits et intérêts autrichiens en Belgique, les propriétaires auront le droit d'intervenir et de présenter leurs offres, sur un pied d'égalité avec tous les autres étrangers, sauf, bien entendu, le droit de préemption que le Gouvernement Belge entend se réserver ;

g) En ce qui concerne les immeubles, le Gouvernement Belge se réserve de faire connaître au Gouvernement autrichien les immeubles qui ne pourront pas être utilisés pour les accords amiables.

ARTICLE 12.

Les meubles meublants, livres, tableaux, bijoux, argenterie et généralement les effets personnels appartenant à des particuliers autrichiens en Belgique seront remis à la disposition de leurs propriétaires, aussitôt que ceux-ci auront justifié, à l'Office Belge, avoir acquitté tout leur passif en Belgique.

Sauf indications contraires du Gouvernement belge, les dispositions du présent article s'appliqueront aux modestes fonds de commerce, aux petites industries et aux instruments de travail présentant les uns et les autres un caractère alimentaire.

ARTICLE 13.

Les actes ou accords accomplis en vertu de la présente Convention, seront exempts de tous les droits fiscaux en Autriche. Ils seront exempts, en Belgique, de tous droits d'enregistrement et de timbre.

L'énonciation de titres de valeurs mobilières, soit dans ces actes ou accords, soit dans un pouvoir donné en vue de la réalisation des dits actes ou accords, ne donnera ouverture à aucun droit, tant en Belgique qu'en Autriche.

ARTICLE 14.

Les dettes contractées et les biens, droits et intérêts régulièrement acquis par des ressortissants des Hautes Parties contractantes, après le 26 avril 1919, date de la reprise des relations commerciales entre la Belgique et l'Autriche, seront uniquement régies par le droit commun, sans que les dispositions du Traité du 10 septembre 1919, ni celles de la présente Convention, puissent être invoquées à leur égard.

ARTICLE 15.

Le règlement des dettes visées à l'article 248, §§ 3 et 4 du Traité de Saint-Germain pourra, tout aussi bien que celui des dettes privées, former l'objet d'ar-

rangements spéciaux entre l'État autrichien et l'Office belge. A défaut de pareils arrangements, les dites dettes seront réglées par les Offices de Vérification et de Compensation, conformément à l'article 248, §§ 3 et 4.

ARTICLE 16.

Sont maintenues, en tant qu'elles sont compatibles avec les stipulations de la présente Convention, les dispositions prévues dans les Sections III, IV, V, VI et VII et leur annexe respective de la partie X (Clauses Économiques) du Traité du 10 septembre 1919.

ARTICLE 17.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer toutes les mesures administratives ou législatives pour assurer l'exécution de la présente Convention.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention, et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 4 octobre 1920.

(L. S.) Léon DELACROIX.

(L. S.) Richard REICH.

DÉCLARATION.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, le Gouvernement Autrichien se plaît à exprimer l'espoir que le Gouvernement Belge voudra bien user de son influence pour que les lois et règlements des États de l'ancienne monarchie austro-hongroise auxquels un territoire a été transféré ou d'un des États nés du démembrement de cette Monarchie, ne stipulent pas, en faveur de leurs ressortissants, en ce qui concerne le règlement de leurs dettes en monnaie étrangère envers des créanciers autrichiens, des conditions ou délais qui mettraient ces derniers en posture plus défavorable envers leurs débiteurs susmentionnés, qu'ils ne seront eux-mêmes envers leurs créanciers belges, par l'application de la présente Convention.

Le Gouvernement Belge prend acte de ce désir qu'il envisage favorablement.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 4 octobre 1929.

(L. S.) LÉON DELACROIX.

(L. S.) RICHARD REICH.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MAART 1921.

Wetsontwerp

houdende goedkeuring der Overeenkomst gesloten den 4^{de} October 1920 tusschen België en Oostenrijk, betreffende de wijze van toepassing van Afdeling III van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag onderteeekend te Saint-Germain den 10^{de} September 1919.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 248 van het Verdrag van Saint-Germain stelt, voor de regeling der vóóroorlogsche schulden tusschen Belgische en Oostenrijksche onderhoorigen, bijna juist dezelfde beschikkingen vast, als deze welke, voor de regeling van gelijkaardige schulden tusschen Belgische en Duitsche onderdanen, voorzien zijn in artikel 296 van het Verdrag van Versailles. Aan de verbonden Mogendheden wordt hetzelfde recht gegeven vrij te kiezen tusschen het stelsel der rechtstreeksche invorderingen, dat aan de belanghebbenden de zorg overlaat langs den gewonen weg de betaling van hunne schuldvorderingen na te streven, en het stelsel der vergoeding, dat de schuldeischers en de schuldenaars in de verplichting stelt hunne schulden door tussenkomst der Onderzoeks- en Vergoedingsdiensten te regelen.

Dadelijk na het in werking treden van het Verdrag van Versailles, heeft België zich, wat Duitschland betreft, ten voordeele van het stelsel der Vergoeding uitgesproken. Eenige maanden later, bij het in werking treden van het Verdrag van Saint-Germain, heeft het insgelijks aan de Oostenrijksche regeering zijne toetreding tot het stelsel der Diensten, voor de regeling der Belgisch-Oostenrijksche vóóroorlogsche schulden, ter kennis gebracht.

Terwijl nochtans, in het geval van Duitschland, het in werking stellen van het stelsel der vergoeding is kunnen gepaard gaan met de stipte naleving der beschikkingen van artikel 296 van het Verdrag van Versailles, heeft men, wat Oostenrijk betreft, moeten uitzien naar practische modaliteiten die zouden toelaten zoo goed mogelijk voordeel te trekken van artikel 248. Dit verschil zal gemakkelijk begrepen worden, indien men nagaat dat de feitelijke toestand van

Duitschland in meer dan een opzicht op verre na niet overeenkomt met dezen van Oostenrijk.

Immers :

1^o Terwijl Duitschland, ondanks enkele territoriale verkleiningen, zijne voormalige eenheid en bijna de geheelheid van zijne financieele kracht behouden heeft, neemt Oostenrijk zooals het thans krachtens het Verdrag van Saint-Germain bestaat en dat, ten gevolge van de verbrokkeling der voormalige dualistische monarchie, op territoriaal gebied aanzienlijk verkleind is, eene verantwoordelijkheid op zich die gebleken is niet evenredig te zijn met zijne huidige financieele kracht.

2^o Van den anderen kant maken de zich in België bevindende Oostenrijksche goederen die, overeenkomstig paragraaf 4 van het toevoegsel aan artikel 249 van het Verdrag van Saint-Germain, het pand zijn van de Belgische schuldeischers, indien men er de Hongaarsche goederen aftrekt alsmede deze welke toebehooren aan onderhoorigen van nieuw ontstane Staten, of van Staten die een deel van het grondgebied van het voormalige Oostenrijk-Hongarije verworven hebben, een erg verminderd actief uit met betrekking tot de aanzienlijke schuldvordering welke de Belgische onderhoorigen op de Oostenrijksche hebben.

3^o Ten slotte is de waardevermindering van de kroon oneindig veel grooter dan die van de mark. Eene eenvoudige toepassing der bepalingen van het Verdrag betreffende de vóóroorlogse schulden, zou onvermijdelijk het failliet, hetzij van de Oostenrijksche schuldenaars, hetzij van den Oostenrijkschen Staat, na zich gesleept hebben, en België alsmede de Belgische schuldeischers hadden er alle belang bij deze gebeurlijkheid uit den weg te zien ruimen.

Het kwam er dus dus op aan, zonder de beschikkingen van het Verdrag van Saint-Germain noch de voordeelen door dit Verdrag aan onze onderdanen geschonken, aan te roeren, modaliteiten van toepassing vast te stellen die rekening zouden houden met den bijzonder hachelijken toestand waarin Oostenrijk zich heden bevindt.

In het begin der maand October 1920, hebben er, met het oog op het vaststellen der modaliteiten waarvan sprake, te Brussel besprekingen plaats gehad tusschen den heer Reisch, minister van Financiën van Oostenrijk, en ambtenaren van het Belgisch ministerie van Staathuishoudkundige Zaken. Men nam als basis voor de bespreking het ontwerp van overeenkomst dat tusschen de Fransche Regeering en de Oostenrijksche Regeering betreffende hetzelfde onderwerp uitgewerkt werd en dat ondertekend werd te Parijs, den 5ⁿ Augustus 1920. Dit ontwerp was vooraf aan het oordeel van vooraanstaande Belgische personaliteiten uit de bankwereld onderworpen geworden, en had tot geen enkel bezwaar van hunnentwege aanleiding gegeven.

De besprekingen te Brussel liepen den 4ⁿ October 1920 uit op de ondertekening der Overeenkomst welke wij U heden vragen wel te willen goedkeuren.

Eigenlijk brengt deze Overeenkomst geene wijzigingen aan in de beschikkingen van het Verdrag van Saint-Germain. Zij beperkt zich veeleer tot het vaststellen eener bijzondere modaliteit voor de toepassing dezer beschikkingen, wat betreft de liquidatie der Oostenrijksche goederen en de vergoedingsproceduur.

Wat deze laatste proceduur betreft, matigt de onderhavige Overeenkomst op

aanzienlijke, door de feiten gewettigde wijze, de strengheid van het stelsel zooals dit door artikel 248 van het Verdrag ingericht is.

Het systeem der Overeenkomst bezit eene buigzaamheid die in het Verdrag niet te vinden is.

De Overeenkomst voorziet, inderdaad, voor de regeling der vóóroorlogsche schulden, twee verscheidene phasen in de proceduur. De eerste, bedoeld in artikelen 2 tot 5, gaat tot 1 Mei 1921, en heeft betrekking op het tot stand brengen van rechtstreeksche minnelijke schikkingen tusschen schuldeischers en schuldenaars. Deze schikkingen mogen in volle vrijheid getroffen worden, ingeval geen Oostenrijksch actief in België op het spel staat; in het tegenovergestelde geval, worden zij aan de goedkeuring van den Belgischen Onderzoeks- en Vergoedingsdienst onderworpen.

Indien de partijen er niet in gelukken tot overeenstemming te komen, zal het geschil vóór den Dienst worden gebracht, welke zal trachten de partijen tot overeenstemming te brengen (art. 5). Indien door de schuld van den Oostenrijkschen schuldenaar de poging tot overeenstemming mislukt, wordt de zaak vóór het Gemengd Scheidsgerecht gebracht.

Het is meer dan waarschijnlijk dat de groote meerderheid der zaken in der minne zullen geschikt kunnen worden door de rechtstreeksche proceduur. De Oostenrijksche Regeering, die, in geval er geene minnelijke schikkingen getroffen zouden worden, de zware solidaire verantwoordelijkheid op zich laadt, voorzien door de Overeenkomst (Art. 6), zal niet nalaten, wij zijn er van overtuigd, in de grootste mogelijke mate het sluiten van dergelijke overeenstemmingen te vergemakkelijken door van haren invloed op hare onderhoorigen gebruik te maken of door hen financieel te helpen.

Op die wijze zou de tusschenkomst van den Belgischen Onderzoeks- en Vergoedingsdienst, zooals deze bepaald is in de artikels 6, 7, 8 en 9 der Overeenkomst, tot het streng noodige beperkt worden.

In de gevallen waarin de Diensten tusschenbeide komen, is het noodig geweest tamelijk lange termijnen toe te staan aan de Oostenrijksche schuldenaars om zich van hunne schulden te kwijten, welke door de omstandigheden en in de eerste plaats door den uiterst lagen wisselkoers der kroon bijzonder zwaar gemaakt worden. Elke inschikkelijke schuldeischer zou zonder twijfel in deze termijnen toegestemd hebben; de Overeenkomst legt ze als algemeene regel op.

Maar althoewel de Overeenkomst welke wij aan Uwe goedkeuring onderwerpen, aan de schuldenaars termijnen toestaat handhaaft zij echter volledig te hunnen laste het bedrag, in hoofdsom, der Belgische schuldvorderingen, zooals het voortvloeit uit de bepalingen van het Verdrag van Saint-Germain. Er werd niet afgeweken van littera *d*) van het artikel 248 betreffende de omzetting der kroon aan den wisselkoers van vóór den oorlog. Echter heeft de Overeenkomst, in de artikel 7 (litt. *c*) en 8 (litt. *a* en *b*) moeten afwijken, wat de interesten betreft, van paragraaf 22 van het Toevoegsel bij artikel 248, waarvan de strikte toepassing de afbetaling door de schuldenaars, wier schulden in kronen zijn uitgedrukt, ernstig zou bemoeilijkt hebben.

Er behoort bovendien te worden opgemerkt dat deze overeenkomst ten voordeele van onze schuldeischende onderhoorigen een belangrijke waarborg

vaststelt. Terwijl, volgens het vergoedings systeem, zooals dit door het Verdrag van Saint-Germain wordt voorzien, alleen verantwoordelijkheid van den Oostenrijkschen Staat betrokken wordt, voegt de Overeenkomst er de solidaire verantwoordelijkheid van den Oostenrijkschen schuldenaar aan toe.

Eindelijk handhaaft de overeenkomst het recht de Oostenrijksche goederen te vereffenen met uitzondering der meubelen en van kleine handelszaken (art. 12). Maar de door de Overeenkomst voorziene vereffening laat aan elken Oostenrijkschen eigenaar het recht voor te stellen zijne bezittingen in België te gebruiken voor de regeling van bepaalde Belgische schuldvorderingen. Deze vereffening wordt in zekere mate minnelijk en beredeneerd en beantwoordt zodoende volkomen aan het doel dat de Overeenkomst zich voorstelt.

Dit is, in hare groote lijnen, de algemeene inrichting der Overeenkomst die wij U onderwerpen. De Belgische schuldeischers van Oostenrijksche onderhoorigen zien met ongeduld het aannemen der maatregelen tegemoet, die hen eindelijk in staat zullen stellen hunne rechten te doen gelden; onder deze voorwaarden zal de dringende aard van onderhavig wetsvoorstel aan de wetgeving niet ontgaan. De Regeering zou er prijs op stellen indien de bekrachtiging der Overeenkomst zoo spoedig mogelijk kon plaats grijpen.

De Minister van Buitelandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Economische Zaken,

AL. VAN DE VYVERE.



OVEREENKOMST

gesloten tusschen de Belgische Regeering en de Oostenrijksche Regeering, betreffende de toepassing van Afdeeling III, Deel X, van het Verdrag van St-Germain-en-Laye.

De Belgische Regeering maakt, overeenkomstig paragraaf e) van artikel 248 van het Verdrag van Saint-Germain, van 10 September 1919, aan de Regeering der Oostenrijksche Republiek bekend, dat de voorschriften van artikel 248 en van zijn toevoegsel, van toepassing zullen zijn tusschen België en zijne Koloniën, eenerzijds, en Oostenrijk, anderzijds.

Er wordt echter bepaald dat de toepassing van artikel 248 en zijn toevoegsel zal geschieden onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld door de te dien einde op 4 Oktober 1920 geteekende overeenkomst.

Ingeval de bekrachtigingen van gezegde overeenkomst op 15 Februari 1921 niet zouden uitgewisseld geweest zijn, of ingeval eene bijzondere schikking de tijdruimte toegestaan voor deze uitwisseling der bekrachtigingen niet zou verlengd hebben, zal de Belgische Regeering beschouwd worden als hebbende er van afgezien van de Oostenrijksche Regeering de toepassing te eischen van Afdeeling III en bijhoorig Toevoegsel van Deel X van het Verdrag van 10 September 1919.

OVEREENKOMST

De Belgische Regeering besloten hebbend, voor wat haar betreft, Afdeeling III en het bijhoorig Toevoegsel van Deel X (Economische bepalingen) van het Verdrag van 10 September 1919, toe te passen, en de Oostenrijksche Regeering akte genomen hebbend van dit besluit, zijn deze twee Regeeringen het eens geworden over de hierna volgende beschikkingen wat betreft de regeling der Oostenrijksche schulden tegenover Belgische onderhoorigen, bedoeld door artikel 248 van het Verdrag van Saint-Germain. Deze beschikkingen zullen insgelijks van toepassing zijn op het bezit in klinkende munt, dat bepaald is in § 11 van het Toevoegsel bij Afdeeling IV, Deel X van het Verdrag van Saint-Germain-en-Laye, en dat omgezet moet worden aan den wisselkoers van vóór den oorlog, door tussenkomst der Vergoedingsdiensten, overeenkomstig littera h) 1^o van artikel 249 van gezegd Verdrag.

ARTIKEL 1.

De Belgische en Oostenrijksche Onderzoeks- en Vergoedingsdiensten zullen van af de onderteekening van onderhavige Overeenkomst samengesteld worden, maar zij zullen hunne verrichtingen van invordering, wat de Oostenrijksche schuldenaars betreft, eerst met 1 Juli 1921 beginnen.

ART. 2.

Wenschende echter, van af de onderteekening van onderhavige Overeenkomst, te zien dat minnelijke schikkingen tusschen hunne onderhoorigen, door hun aantal en hunnen omvang, de regeling van de schulden en het bezit, bedoeld door onderhavige Overeenkomst vergemakkelijken, zullen de Regeeringen der Hooge Verdragsluitende Partijen, elk voor wat haar betreft, alle schikkingen van inwendigen aard nemen om hunne onderhoorigen te verplichten, *vóór 1 Mei 1921*, zoowel afzonderlijk als in vrijwillig samengestelde groepen, elk geschikt voorstel van minnelijke regeling uit te brengen.

Deze onderhandelingen zullen rechtstreeks gevoerd worden tusschen de Belgische schuldeischers en de Oostenrijksche schuldenaars, en zonder de tussenkomst der Diensten.

De Diensten zullen, eenstemmig, den hierboven vastgestelden termijn kunnen verlengen voor de regeling van zekere zaken of categoriën van zaken, welke bijzondere moeilijkheden met zich brengen, en, inzonderheid, ten voordeele van Oostenrijksche maatschappijen welke titels hebben uitgegeven op de geldmarkten gelegen buiten de grenzen der voormalige Oostenrijksch-Hongaarsche Monarchie.

ART. 3.

1^o Naarmate de minnelijke schikkingen tot stand gebracht worden, zal e gezamenlijk door de schuldeischers en schuldenaars kennis van gegeven worden per aangeteekenden brief, voor registratie, aan den Belgischen Dienst, en dit ten laatste op 30 April 1921. De Belgische Dienst zal deze schikkingen onmiddellijk aan den Oostenrijkschen Dienst mededeelen.

2^o De minnelijke schikkingen, waarbij voorzien wordt dat een deel van een Oostenrijksch actief, in België onder dwangbeheer zijnde, bestemd zal worden voor de regeling van eene schuld, zullen niet voor goed getroffen kunnen worden zonder de toestemming van den Belgischen Dienst; deze toestemming, of de met redenen omkleede weigering van toestemming, zal binnen de zes weken door den Belgischen Dienst aan de belanghebbende partijen gegeven worden. Gezegde termijn van zes weken zal berekend moeten worden van af den dag waarop de belanghebbende partijen, per aangeteekenden brief, de schikking aan den Belgischen Dienst zullen bekend gemaakt hebben. Hij zal in overeenstemming met de Diensten kunnen verlengd worden.

ARTIKEL 4.

Zoodra de schuldeischers en schuldenaars zullen vastgesteld hebben dat het onmogelijk is tot een overeenstemming te komen door eene minnelijke schikking, zullen zij dit aan hunne Diensten bekend maken, met mededeeling van den door de andere partij verworpen tekst of van dien welken zij zelf verworpen hebben, terwijl zij er de verklaring zullen bijvoegen omtrent hunne weigering van goedkeuring.

ARTIKEL 5.

De Diensten zullen de ontwerpen van schikking, waaromtrent tusschen Belgen en Oostenrijkers geen overeenstemming bereikt is kunnen worden, naarmate zij deze ontvangen, onderzoeken.

Indien de Diensten van meening zijn dat het verzet van den Oostenrijkschen schuldenaar of van den Belgischen schuldeischer niet gerechtvaardigd is, zullen zij naar hun beste vermogen op hunnen onderhoorige werken, ten einde de aanneming der schikking te verkrijgen. Indien de Oostenrijksche onderhoorige weigert, zal het ontwerp van schikking, aangenomen door de twee Diensten, aan het Gemengd Scheidsgerecht onderworpen kunnen worden, dat, zelf, ofwel de schikking verplichtend zal kunnen maken voor de partijen ofwel besluiten dat de schuld geregeld zal worden door tussekomenst der Onderzoeks- en Vergoedingsdiensten.

ARTIKEL 6.

De schuldvorderingen van Belgische onderhoorigen tegenover Oostenrijksche schuldenaars, die, binnen den door artikel 5 voorzienen termijn, niet het voorwerp hebben uitgemaakt hetzij van eene kennisgeving van minnelijke schikking aan den Belgischen Dienst, hetzij van de aanvaarding eener schikking dank zij de tussekomenst der twee Diensten, hetzij van de in voorgaand artikel bedoelde inleiding van geding alsmede de schuldvorderingen welke het voorwerp hebben uitgemaakt van niet aangenomen ontwerpen van schikking, zullen geregeld worden door de Onderzoeks- en Vergoedingsdiensten overeenkomstig de volgende beginselen.

1^o Ten einde, ten gunste der Belgische schuldeischers, de waarborgen voorzien door het Vredesverdrag te versterken, neemt de Oostenrijksche Regeering aan dat de solidaire verantwoordelijkheid worde ingesteld van den Oostenrijkschen Staat en van elk der Oostenrijksche onderhoorigen, schuldenaars van Belgische schuldeischers — zonder persoonlijke solidariteit tusschen schuldenaars — voor wat de schulden, in kapitaal en interest betreft, aangeaan, zoowel in andere munt dan in Oostenrijksche kronen, als voor het nominaal bedrag, kapitaal en interest, der schulden aangeaan in kronen. Deze solidaire verantwoordelijkheid wordt echter, voor elken schuldenaar, beperkt tot het overschot van het totaal van zijn activa in België na aftrek van het totaal zijner schulden. Daarenboven stemt de Belgische Regeering er in toe dat de Oostenrijksche Regeering alleen, tegenover den Belgischen Onderzoeks- en Vergoedingsdienst de volledige en onbeperkte verantwoordelijkheid op zich neme voor het verschil tusschen het kapitaal verschuldigd in kronen en het kapitaal in franken voortvloeiend uit de toepassing van artikel 248 § d) van het Verdrag van Saint-Germain.

2^o Ten einde de Oostenrijksche Regeering, zoowel als de Oostenrijksche schuldenaars, in de gelegenheid te stellen deze schuld te betalen zullen hun termijnen worden toegestaan onder de voorwaarden en met de modaliteiten voorzien in de hierna volgende artikelen.

ARTIKEL 7.

Onder voorbehoud der beschikkingen van de hieronder volgende paragrafen, zullen de aanvankelijk in goud, in zilver of in alle andere munt dan in Oostenrijksche kronen aangegeven schulden, van welken aard ook, door den Oostenrijkschen Dienst met den Belgischen Dienst geregeld worden, onder de voorwaarden voorzien door § d) van artikel 248 van het Verdrag van Saint-Germain. Deze regeling zal in vijf gelijke annuïteiten geschieden, waarvan de eerste zal betaald worden twee maanden na verloop van den termijn voorzien in artikel 1 van onderhavige overeenkomst. Echter, ten einde de Belgische schuldeischers het voordeel te doen genieten van eene gebeurlijke verbetering van den Oostenrijkschen wisselkoers, is men het er over eens dat het bedrag in kronen, tegenwaarde der betalingen in franken te doen door den Oostenrijkschen dienst, welke ook de wisselkoers zij op den dag der betaling, gelijk zal moeten zijn aan minstens tien maal het bedrag in franken der verschuldigde annuïteit, zonder ooit lager te mogen zijn dan het bedrag noodig voor den Oostenrijkschen Dienst om het noodige aantal franken te koopen om aan den Belgischen Dienst de hierboven voorziene annuïteiten te voldoen. Elk overschot in franken dat daaruit zou kunnen ontstaan boven de verschuldigde annuïteit zal dienen om met zooveel de nog verschuldigde annuïteiten te verminderen, beginnende met de laatsten.

a) De schulden der nijveraars en der handelaars, behalve die bedoeld in de hiernavolgende paragrafen b) en f) zullen geregeld worden door den Oostenrijkschen Dienst met den Belgischen Dienst, hetzij in vijf gelijke annuïteiten, maar zonder een waarborg te stellen, hetzij in tien gelijke annuïteiten, in welk geval de Oostenrijksche Dienst zulk bedrag als waarborg zal moeten geven als de Belgische Dienst noodig zal achten.

b) Wat de schulden betreft voortvloeiend uit waarborgen gesteld ten gunste van een schuldenaar gevestigd, ten gevolge der verbrokkeling der voormalige Monarchie, in een der Staten waaraan een grondgebied der voormalige Oostenrijksch-Hongaarsche Monarchie is overgedragen, of in een der Staten ontstaan uit de verbrokkeling dezer Monarchie, verklaart de Belgische Regeering, ten einde de invordering dezer schulden te vergemakkelijken, er in toe te stemmen dat de daarmee verbonden schuldvorderingen van Oostenrijksche onderhoorigen afgestaan kunnen worden aan den Belgischen Schuldeischersdienst ten titel van waarborg. In dit geval zal de Belgische Schuldeischerdienst gehouden zijn, door alle gerechtelijke en buitengerechtelijke middelen, de invordering der afgestane schulden te verkrijgen. De betalingen ontvangen op deze schuldvorderingen zullen op het credit van den Oostenrijkschen Dienst worden ingeschreven.

c) Er zal voor alle bovenvermelde schulden, met uitzondering dergenen bedoeld in de 1^{ste} alinea van § 22 van het Toevoegsel bij Afdeling III van Deel X (Economische bepalingen) van het Verdrag van 10 September 1919, wat het aan de onderteekening van onderhavige Overeenkomst voorafgaande tijdperk betreft, rekening gehouden worden met een jaarlijkschen interest van 3 t. h. te kapitaliseeren op het einde van elk jaar en betaalbaar zonder bijkomende onkosten in het geld van de hoofdsom der schuld.

Wat betreft het tijdperk volgend op den datum der onderteekening der onderhavige Overeenkomst, zal de jaarlijksche interest zonder bijkomende onkosten § p. h. bedragen tot op den dag der terugbetaling.

d) Voor zoover de aan den Belgischen Vergoedingsdienst, overeenkomstig paragraaf a) van onderhavig artikel, te verstrekken waarborgen, zullen bestaan uit titels, waarden of roerende voorwerpen, zullen deze, tenzij anderszins overeengekomen, in Oostenrijk worden neergelegd onder kontrakt van pandgeving bij een bewaarhouder gekozen na onderlinge overeenstemming tusschen de beide Diensten. Alle rechten toekomend aan den eigendom der roerende waarden zullen blijven toevooren aan de eigenaars dezer waarden, zonder dat dit echter eenige afbreuk mogen doen aan het recht van den Belgischen Vergoedingsdienst op deze waarden het bedrag der invorderbare en onbetaald gebleven sommen te verhalen.

e) Het pand verbonden aan eene schuld moet teruggegeven worden zoodra deze schuld geheel is afbetaald. Bij de gedeeltelijke afbetaling eener schuld, moet het pand, dat er als waarborg voor dient, voor een evenredig gedeelte ontlast worden. Eveneens zal het steeds geoorloofd zijn, onder voorbehoud van een voorafgaand akkoord tusschen de Diensten, een pand door een ander pand van gelijke waarde te vervangen.

f) De regeling der schulden van Oostenrijksche onderhoorigen tegenover Belgische onderhoorigen, voortspruitend uit kredieten voor acceptatie of waarborgen geopend door deze laatsten voor den invoer, uit landen gelegen buiten het vasteland, van grondstoffen en koopwaren, zal het voorwerp uitmaken van eene nadere regeling tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, welke opgevat in den geest der onderhavige Overeenkomst, en inzonderheid van paragraaf b) van dit artikel, rekening zal houden met de moeilijkheden waarin deze categorie van Oostenrijksche schuldeischers zich bevindt.

ARTIKEL 8.

De betaling aan den Belgischen Dienst door den Oostenrijkschen Dienst, der schulden uitgedrukt in kronen en bedoeld door artikel 248 van het Verdrag van 10 September 1919, zal op de volgende wijze geschieden :

a) Het nominaal bedrag der schulden in kronen, met de interest berekend op dit bedrag, zooals voorzien in § c) van artikel 7, zal gestort worden binnen de vier weken, die volgen op het afloopen van den termijn bepaald in artikel één, en wel in Belgische franken berekend aan den gemiddelden koers van den Belgischen frank en de Oostenrijksche kroon genoteerd op de Beurs van Genève gedurende de twee maanden die den dag der betaling zullen voorafgegaan zijn.

b) De Oostenrijksche Regeering neemt de betaling van het verschil tusschen het zooals hierboven aangegeven terugbetaalde bedrag, en het bedrag verschuldigd krachtens omzetting voorzien in artikel 248, § d) van het Verdrag van 10 September 1919 uitsluitend te haren laste, het blijft echter aangenomen dat deze verbintenis geen afbreuk doet aan de rechten van invordering welke de Oostenrijksche Regeering zich voorbehoudt tegenover hare onderhoorigen. Het storten van gezegd verschil zal geschieden zonder interest in Belgischen franken.

in vijf en twintig gelijke jaarlijksche stortingen, waarvan de eerste zal verschuldigd zijn in het begin van het zesde jaar na de onderteekening van onderhavige Overeenkomst. Ten einde den Belgischen Dienst het voordeel te doen genieten van eene gebeurlijke verbetering van den Oostenrijkschen wisselkoers, wordt aangenomen dat het bedrag in kronen bestemd voor deze annuïteiten, onafhankelijk van den op den dag der betaling toegepaste wisselkoers, minstens gelijk moet zijn aan het tienvoud van het bedrag in franken van de vervallen annuïteit. Het overschot in franken boven de vervallen annuïteit, hetwelk uit de toepassing dezer beschikking zou kunnen voortvloeien, zal dienen om achtereenvolgens de nog betaalbaar zijnde annuïteiten te verminderen te beginnen met de laatste.

Ten einde het roerend maken dezer categorie schuldvorderingen mogelijk te maken, verklaart de Oostenrijksche Regeering zich bereid in onderhandelingen te treden met de Belgische Regeering, met het oog op het consolideeren der stortingen aan den Belgischen Dienst te doen bij middel van het scheppen van een verhandelbaren titel.

In geval de Oostenrijksche Regeering zich zou verhalen op een harer onderhorigen schuldenaar voor het verschil in kronen voortvloeiend uit de omzetting voorzien in artikel 248 § d) van het Verdrag van Saint-Germain, verschil dat de Oostenrijksche Regeering op zich heeft genomen, en indien de schuldenaar, van de andere zijde, eene minnelijke schikking getroffen heeft met zijn Belgischen schuldeischer, zal de Oostenrijksche Regeering daarvan onmiddellijk bericht moeten geven aan den Belgischen Dienst.

In dit geval zullen de Belgische schuldeischers, die eene minnelijke schikking getroffen hebben, het recht hebben aan den Belgischen Dienst te vragen dat deze schikkingen beschouwd zullen worden als nietig zijnde en zonder uitwerking. Aan dit verzoek zal gevolg gegeven worden door eene schikking tusschen de twee Diensten, wanneer het verhaal der Oostenrijksche Regeering de uitvoering van de minnelijke schikking getroffen tusschen de twee belanghebbende partijen in gevaar brengt. Ingeval het verzoek van den schuldeischer aanvaard wordt, zal het hem op zijne schuldvordering nog verschuldigd blijvende overschot begrepen worden in de invorderingen te doen door den Belgischen Onderzoeks- en Vergoedingsdiensten in de verdeelingen te doen door denzelfden Dienst.

ARTIKEL 9.

Telkenmale de Oostenrijksche Dienst aan den Belgischen Dienst zal hebben medegedeeld, dat een Oostenrijksche schuldenaar aan de volgens artikel 7 van onderhavige Overeenkomst op hem rustende verplichting eene annuïteit te storten, te kort komt, zal de Belgische Dienst het recht hebben den Oostenrijkschen schuldenaar rechtstreeks te vervolgen onder de voorwaarden voorzien door § 16 van het Toevoegsel aan Afdeling III van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag van 10 September 1919.

De bedragen op deze wijze geïnd, na rechtstreeksche vervolging, zullen op het credit van den Oostenrijkschen Dienst gebracht worden.

ARTIKEL 10.

Het geheel der goederen, rechten en belangen in België der Oostenrijksche onderhoorigen, met inbegrip van hun te goed in banken, en met uitsluiting van hunne andere schuldvorderingen op Belgische onderhoorigen, zal, onder de voorwaarden voorzien door artikel 11, behalve de uitzonderingen bepaald in artikel 12, dienen voor de vereffening van het Oostenrijksche passief ten bate der Belgische onderhoorigen en voortvloeiend uit de toepassing van Afdeelingen III en IV van Deel X (Economische bepalingen) van het Verdrag van Saint-Germain.

Wat het gebeurlijke saldo betreft van het Oostenrijksche actief, ziet de Belgische Regeering af van de uitoefening van het recht dat haar verleend wordt door artikel 249, § b), van het Verdrag van 10 September 1919.

ARTIKEL 11.

a) De Oostenrijksche schuldenaar zal, tot het verschuldigd bedrag het geheel der bestanddeelen van zijn actief in België, met inbegrip van zijne schuldvorderingen op Belgische onderhoorigen mogen gebruiken om, onder toezicht van den Belgischen Dienst, zijne schulden bedoeld in artikel 248 van het Verdrag van 10 September 1919, tegenover Belgische onderhoorigen te voldoen.

b) Onder voorbehoud der voorafgaande regeling van hun eigen passief zullen de Oostenrijksche eigenaars van bestanddeelen van activa in België, met de toelating van den Belgischen Dienst, deze kunnen gebruiken tot een bedrag van 70 t. h. hunner waarde, ten einde minnelijke regelingen toe te laten van Belgische schuldvorderingen ontstaan vóór en gedurende den oorlog op andere Oostenrijksche onderhoorigen. De waarde der gezegde activa zal bepaald worden onder de voorwaarden voorzien of te voorzien door de Belgische wetgeving aangaande de vijandelijke goederen onder dwangbeheer in België.

c) De beschikkingen der §§ a) en b) van dit artikel zijn van toepassing op de Oostenrijksch-Hongaarsche Bank.

d) De bestanddeelen van activa, met inbegrip van het tegoed in banken, die niet zouden gebruikt geweest zijn door toepassing der beschikkingen van de drie voorafgaande paragrafen, de bedragen voortkomend uit de korting van 50 t. h. voorzien in § b), zoowels als de schulden van Belgische onderhoorigen aan Oostenrijksche onderhoorigen, uitgezonderd het tegoed in banken, zullen ten laste genomen worden door den Belgischen Dienst, die er de tegenwaarde van zal brengen op het credit van den Oostenrijkschen Dienst.

De Belgische Dienst zal een fonds kunnen oprichten bestemd om bij voorkeur het geheel of een gedeelte der Belgische schuldvorderingen die 5.000 frank niet overschrijden te regelen, of de schuldvorderingen van Belgen welke aan hunnen Dienst bewijzen dat hun economisch bestaan in gevaar wordt gebracht door de toepassing van een der beschikkingen van onderhavige Overeenkomst.

e) De Oostenrijksche onderhoorigen, die in België over bestanddeelen van activa beschikken, zullen, van af de onderteekening van onderhavige Overeenkomst gerechtigd zijn deze te gelde te laten maken met de voorafgaande toelating en onder het toezicht van den Belgischen Dienst. Deze bestanddeelen van activa zullen overeenkomstig de beschikkingen der Belgische wetgeving te gelde gemaakt worden. De opbrengst van deze omzettingen in geld zal aan dezelfde beperkingen onderworpen worden als die in zwang zijn of zullen zijn ten opzichte der activa zelve.

f) Het zal aan de Oostenrijksche onderhoorigen toegelaten zijn, krachtens een met den Belgischen Dienst te treffen schikking, hunne goederen, rechten en belangen in België door gelijkwaardige te vervangen.

In geval van te gelde making door middel van publieke verkooping en op elke andere wijze, van Oostenrijksche goederen, rechten en belangen in België, zullen de eigenaars het recht hebben tusschen te komen en hunne aanbiedingen te doen, op gelijken voet met alle andere vreemdelingen, behalve wel verstaan het recht van voorkoop dat de Belgische Regeering zich voorbehoudt.

g) Wat de onroerende goederen betreft behoudt de Belgische Regeering zich het recht voor aan de Oostenrijksche Regeering de onroerende goederen te doen kennen die voor minnelijke schikkingen niet zullen mogen gebruikt worden.

ART. 12.

De tot de meubleering behorende meubelen, de boeken, de schilderijen, de juweelen, het zilverwerk en in het algemeen de persoonlijke goederen aan Oostenrijksche particulieren in België toebehoorend zullen terug ter beschikking hunner eigenaars gesteld worden, zoodra deze aan den Belgischen Dienst bewezen zullen hebben dat zij hun gansche passief in België voldaan hebben.

Tenzij de Belgische Regeering het anders bepaalt, zullen de beschikkingen van dit artikel van toepassing zijn op de kleine handelszaken, de kleine nijverheden en de werktuigen, welke dienen om in het levensonderhoud te voorzien.

ART. 13.

De akten of schikkingen verleden krachtens deze overeenkomst, zullen vrij zijn van alle belastingrechten in Oostenrijk. Zij zullen in België vrij zijn van alle registratie en zegelrechten.

De vermelding van titels van roerende waarden hetzij in deze akten of schikkingen, hetzij in eene volmacht gegeven met het oog op de te gelde making der gezegde akten of schikkingen, zal geen recht doen openvallen, zoowel in België als in Oostenrijk.

ART. 14.

De schulden aangaan, en de goederen, rechten en belangen regelmatig verkregen door de onderhoorigen der Hooge Verdragsluitende Partijen, na 26 April 1919, datum der hervatting der handelsbetrekkingen tusschen België en Oostenrijk, zullen alleenlijk door het gemeene recht beheerd worden zonder dat de beschikkingen van het Verdrag van 10 September 1919, noch die dezer Overeenkomst te hunnen opzichte kunnen ingeroepen worden.

ARTIKEL 15.

De vereffening der schulden bedoeld door artikel 248 §§ 3 en 4 van het Verdrag van Saint-Germain zal, zoowel als die der partikuliere schulden, het onderwerp uitmaken van bijzondere regelingen tusschen den Oostenrijkschen Staat en den Belgischen Dienst. Bij gebrek aan dergelijke regelingen, zullen gezegde schulden geregeld worden door de Onderzoeks- en Vergoedingsdiensten, overeenkomstig artikel 248 §§ 3 en 4.

ARTIKEL 16.

Voor zoover zij vereenigbaar zijn met de bepalingen dezer Overeenkomst blijven de beschikkingen voorzien in de Afdeelingen III-IV-V-VI en VII en hun onderscheidenlijk toevoegsel van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag van 10 September 1919, gehandhaafd.

ARTIKEL 17.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich de noodige bestuurlijke of wetgevende maatregelen te nemen of voor te stellen ten einde de uitvoering dezer Overeenkomst te verzekeren.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen zoo spoedig mogelijk uitgewisseld worden.

TOT STAVING WAARVAN, de ondergeteekenden, behoorlijk daartoe gemachtigd, deze Overeenkomst geteekend hebben en ze met hunne zegels hebben bekleed.

Gedaan te Brussel, in duplo, den 4^{de} October 1920.

(L.-S.) Léon DELACROIX,

(L.-S.) Richard REICH.

VERKLARING.

Op het oogenblik, waarop tot de onderteekening dezer Overeenkomst overgegaan wordt, houdt de Oostenrijksche Regeering er aan de hoop uit te drukken, dat de Belgische Regeering haren invloed zal willen doen gelden, opdat de wetten en reglementen der Staten van de voormalige Oostenrijksch-Hongaarsche Monarchie, waaraan een grondgebied is overgedragen, of van een der Staten, ontstaan uit de verbrokkeling dezer Monarchie, ten voordeele hunner onderhoorigen, wat betreft de vereffening der schulden in vreemde munt tegenover Oostenrijksche schuldeischers, geene voorwaarden of termijnen zouden bepalen, waardoor deze laatsten tegenover hunne hoogergenoemde schuldenaars in een meer ongunstigen toestand zouden gesteld worden dan zij zelf zouden zijn tegenover hunne Belgische schuldeischers, door de toepassing dezer Overeenkomst.

De Belgische Regeering neemt akte van dezen wensch, waaromtrent zij eene gunstige houding aanneemt.

TOT STAVING WAARVAN, de ondergeteekenden, behoorlijk daartoe gemachtigd, deze verklaring geteekend hebben en ze met hunne zegels hebben bekleed.

Gedaan te Brussel, in duplo, den 4ⁿ October 1920.

(L.-S.) Léon DELACROIX,

(L.-S.) Richard REICH.



ANNEXE AU N° 183.

BIJLAGE BIJ N° 183.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention conclue le 4 octobre 1920 entre la Belgique et l'Autriche, relative aux modalités d'application de la section III de la partie X (Clauses Économiques) du Traité signé à Saint-Germain, le 10 septembre 1919.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques sont chargés de présenter en Notre Nom aux Chambres belges le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue à Bruxelles, le 4 octobre 1920, entre la Belgique et l'Autriche, concernant les modalités d'application de la section III (Dettes) de la Partie X (Clauses Éco-

WETSONTWERP

houdende goedkeuring der Overeenkomst gesloten den 4^e October 1920 tusschen België en Oostenrijk, betreffende de wijze van toepassing van Afdeeling III van Deel X (Economische Bepalingen) van het Verdrag onderteeekend te Sint-Germain den 10ⁿ September 1919.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Staatshuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Staatshuishoudkundige Zaken zijn gelast aan de Belgische Kamers in Onzen Naam het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst te Brussel gesloten den 4ⁿ October 1920, tusschen België en Oostenrijk, betreffende de wijze van toepassing van Afdeeling III (Schulden) van Deel X (Economische

nomiques) du Traité de Paix signé à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1921.

bepalingen) van het Vredesverdrag geteekend te Saint-Germain-en-Laye den 10ⁿ September 1919, zal hare volle kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ Maart 1921.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Économiques,

De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

